

**RETURN BIDS TO:**

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

## Réception des soumissions - TPSGC / Bid Receiving - PWGSC

**1550, Avenue d'Estimauville**  
**1550, D'Estimauville Avenue**

Quebec  
Quebec

**G1J 0C7**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

### National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

TPSGC/PWGSC

1550 Avenue d'Estimauville

Québec

Québec

G1J 0C7

<b>Title - Sujet</b> Radiogoniomètre automatique Marin	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> F3063-190103/A	<b>Date</b> 2019-09-25
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> F3063-190103	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$QCV-007-17768
<b>File No. - N° de dossier</b> QCV-9-42119 (007)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2019-11-06</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Heure Normale du l'Est HNE
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>  Voir doc.	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Simoneau, Steve	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> qcv007
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (418)649-2816 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (418)648-2209
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> MINISTERE DES PECHEES ET DES OCEANS SYS. ELECT. & INFORMATION 101 BOUL.CHAMPLAIN QUEBEC Québec G1K7Y7 Canada	
<b>Security - Sécurité</b>  This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## **Table des matières**

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>3</b>
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE .....	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	4
1.5 COMPTE RENDU.....	4
1.6 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	4
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....</b>	<b>5</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES .....	7
2.5 LOIS APPLICABLES .....	7
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....</b>	<b>8</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....	8
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>10</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	10
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION – CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES SEULEMENT .....	11
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>12</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE .....	12
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	12
<b>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES .....</b>	<b>13</b>
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	13
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE - AUCUNE EXIGENCE PARTICULIÈRE .....	13
<b>PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....</b>	<b>14</b>
<b>A. OFFRE À COMMANDES.....</b>	<b>14</b>
7.1 OFFRE.....	14
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	14
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	14
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES .....	15
7.5 RESPONSABLES.....	15
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	16
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS .....	16
7.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES .....	16
7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE .....	16
7.10 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES .....	17
7.11 LIMITATION FINANCIÈRE.....	17
7.12 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	17
7.13 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	18
7.14 LOIS APPLICABLES .....	18
7.15 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	18

<b>B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>19</b>
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	19
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	19
7.3 DURÉE DU CONTRAT.....	19
7.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES.....	19
7.5 PAIEMENT .....	19
7.6 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	20
7.8 INSTRUCTIONS D'EXPÉDITION – LIVRAISON À DESTINATION.....	21
7.9 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CUA</i> .....	21
<b>ANNEXE « A » - ÉNONCÉ DES BESOINS.....</b>	<b>22</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES – ÉNONCÉ DES BESOINS.....</b>	<b>1</b>
LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS .....	2
AVANT-PROPOS.....	2
1. BUT .....	3
2. PORTÉE .....	3
3. LIVRABLES .....	3
3.1 RADIOGONIOMÈTRE AUTOMATIQUE MARITIME .....	3
3.2 QUANTITÉ/OPTION/CALENDRIER .....	3
3.3 EXIGENCES DE LIVRAISON.....	4
3.4 PRÉSERVATION, EMPAQUETAGE, EMBALLAGE ET MARQUAGE .....	4
3.5 INSPECTION ET ACCEPTATION DU MATÉRIEL .....	5
4.0 SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ (SLI) .....	5
4.1 DOCUMENTATION .....	5
4.2 PIÈCES DE RECHANGE, OUTILS SPÉCIAUX, INSTRUMENT D'ESSAI .....	5
4.3 MODIFICATIONS .....	5
5.0 EXIGENCES OBLIGATOIRES.....	6
5.1 EXIGENCES OPÉRATIONNELLES .....	6
5.2 EXIGENCES TECHNIQUES.....	6
5.3 EXIGENCES PHYSIQUES.....	7
5.4 EXIGENCES RELATIVES AUX NORMES.....	7
<b>ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT.....</b>	<b>23</b>
<b>ANNEXE « C » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES .....</b>	<b>24</b>
<b>ANNEXE D - MODÈLE DE RAPPORT SEMESTRIEL .....</b>	<b>25</b>
<b>ANNEXE E – ÉVALUATION FINANCIÈRE.....</b>	<b>26</b>
<b>ANNEXE F – ÉVALUATION TECHNIQUE –.....</b>	<b>28</b>
<b>TABLEAU DE CONFORMITÉ DES CRITÈRES OBLIGATOIRES .....</b>	<b>28</b>
TABLEAU 1 : EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES À FOURNIR AU DÉPÔT DES SOUMISSIONS .....	29
TABLEAU 2 : EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES À FOURNIR SUR DEMANDE SEULEMENT.....	30

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;                                    |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;   |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et  |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :   |
|          | 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;  |
|          | 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.  |

Les annexes comprennent l'Énoncé des besoins, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, l'Évaluation financière et l'Évaluation technique – Tableau de conformité des critères obligatoires.

### **1.2 Sommaire**

**1.2.1** Le présent besoin vise le remplacement des Radiogoniomètres automatiques maritimes qui sont actuellement en service à bord de tous les navires de la Garde côtière canadienne (GCC). Les exigences relatives au matériel sont réparties parmi les trois régions administratives de la GCC. Le matériel devra comprendre tous les équipements, modules et sous-assemblages requis pour répondre au Devis, ainsi que l'ensemble des données/signaux et câbles d'alimentation nécessaires. Les radiogoniomètres automatiques maritimes devront être munies de tout le matériel et de tous les logiciels nécessaires pour former un tout complètement fonctionnel, conformément au Devis.

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées de l'émission de l'offre à commandes au 30 novembre 2021.

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour trois périodes supplémentaires d'une durée d'une année chacune, soit du 1<sup>er</sup> décembre 2021 au 30 novembre 2022, du 1<sup>er</sup> décembre 2022 au 30 novembre 2023 et du 1<sup>er</sup> décembre 2023 au 30 novembre 2024, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués

dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

Conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006 des dispositions relatives à l'intégrité, les offrants doivent fournir une liste de tous les propriétaires et(ou) administrateurs et toute autre documentation connexe, au besoin.

**1.2.2** La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

### **1.3 Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité

### **1.4 Accords commerciaux**

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

### **1.5 Compte rendu**

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

### **1.6 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)**

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

---

## **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2018-05-22) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

### **2.2 Présentation des offres**

Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la DOC :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)  
1550, Avenue d'Estimauville  
Québec (Québec) G1J 0C7

Par télécopieur : 418-648-2209

Connexion Postel : Pour les offrants qui choisissent de soumissionner en utilisant Connexion postel pour la clôture des offres à l'Unité de réception des soumissions dans la région du Québec, l'adresse de courriel est la suivante :

[TPSGC.RQReceptionSoumissions-QRSupplyTendersReception.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.RQReceptionSoumissions-QRSupplyTendersReception.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Remarque : Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2006](#), ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postel si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.»

### **2.3 Ancien fonctionnaire**

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

---

### Définitions

Pour les fins de cette clause,

« Ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« Période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« Pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

**Oui ( ) Non ( )**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

**Oui ( ) Non ( )**

---

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## **2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes, préférablement par courriel à [steve.simoneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:steve.simoneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca), au moins **7 jours** civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

## **2.5 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ ([à insérer](#)) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.



## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

### **3.1 Instructions pour la préparation des offres**

- Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation. La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique  
Section II : Offre financière  
Section III : Attestations  
Section IV : Renseignements supplémentaires

- Si l'offrant choisit de transmettre son offre sur papier, le Canada demande que l'offre soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (1 copie papier)  
Section II : Offre financière (1 copie papier)  
Section III : Attestations (1 copie papier)  
Section IV : Renseignements supplémentaires (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

- Si l'offrant fournit simultanément plusieurs copies de son offre à l'aide de méthodes de livraison acceptables, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

---

### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences décrites à l'Annexe A.

- (a) Les offrants doivent utiliser l'Annexe F - Évaluation technique – Tableau de conformité des critères obligatoires, fournie dans la DDP et inscrire les réponses dans les cellules applicables pour chaque élément énuméré.
- (b) Les offrants doivent fournir leurs réponses dans la colonne «Conforme» pour chaque critère.

Les critères techniques obligatoires sont détaillés aux Annexes A et F.

### **Section II : Soumission financière**

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec l'Annexe B. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

#### **3.1.1 Paiement électronique de factures – offre**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

### **Section III: Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

### **Section IV: Renseignements supplémentaires**

Préalablement à l'émission d'une offre à commandes :

- a) Les offrants doivent fournir une liste de noms de tous les propriétaires et/ou dirigeants et toute autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006.

## PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

#### 4.1.1 Évaluation technique

##### 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

La soumission doit répondre aux critères techniques obligatoires présentés à l'Annexe A et précisés à l'Annexe F. Les soumissionnaires doivent fournir la documentation nécessaire pour assurer la conformité à cette exigence. Les soumissionnaires doivent traiter suffisamment en détail chaque exigence afin de permettre une analyse complète de la part de l'équipe d'évaluation.

Les soumissions qui ne répondent pas aux critères techniques obligatoires seront déclarées non recevables. Chaque critère technique obligatoire doit être traité séparément.

Les critères techniques obligatoires sont détaillés aux annexes A et F.

#### 4.1.2 Liste des exigences obligatoires à rencontrer à la fermeture des soumissions

Nonobstant les exigences touchant les livrables mentionnés ailleurs dans cette demande de soumission et dans ses spécifications techniques connexes, voici les seuls livrables obligatoires qui doivent être présentés avec les documents de la soumission au moment de la fermeture des soumissions. Les éléments suivants sont obligatoires et le soumissionnaire doit présenter chacun d'eux pour que sa soumission soit jugée recevable.

Éléments	Description	Référence fournie et jointe
1	Proposition du fournisseur signée	
2	Annexe E – Évaluation financière complétée	
3	Soutien logistique Intégré : Fournir lettre d'attestation signée attestant que l'offrant rencontrera les exigences 4.1 à 4.3	
4	Annexe F – Évaluation technique – Tableau de conformité des critères obligatoires – TABLEAU 1 : EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES À FOURNIR AU DÉPÔT DES SOUMISSIONS	

#### 4.1.3 Autres exigences sur demande seulement

Les renseignements suivants qui viennent en appui à la soumission peuvent être demandés par l'autorité contractante au soumissionnaire et doivent être fournis dans les trois (3) jours ouvrables après une demande écrite à cet effet:

Élément	Description	Référence technique à fournir
1	<b>Annexe F – Évaluation technique – Tableau de conformité des critères obligatoires - TABLEAU 2 : EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES À FOURNIR SUR DEMANDE SEULEMENT</b>	Avant l'octroi du contrat Avant l'octroi du contrat

#### 4.1.4 Évaluation financière

##### 4.1.4.1 Évaluation du prix - M0220T (2016-01-28)

- Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, DDP destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.
- Une évaluation financière sera faite pour chacun des points de services.
- L'évaluation du prix sera conduite en calculant le « Prix de l'offre par point de service » à partir de la Base de Paiement à l'Annexe B.
- Le processus d'évaluation du prix est indiqué à la pièce jointe 2, Évaluation du prix.

#### 4.1.5 Condition du matériel – soumission

Le matériel proposé doit être neuf et conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et(ou) du numéro de pièce pertinent, en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions.

#### 4.2 Méthode de sélection – Critères techniques obligatoires seulement

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations exigées avec l'offre**

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

#### **5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### **5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

#### **5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée**

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### **5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre**

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » ) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne contient aucune exigence en matière de sécurité.

### **6.2 Exigences en matière d'assurance - Aucune exigence particulière**

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

## **PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

#### **7.1 Offre**

**7.1.1** L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

#### **7.2 Exigences relatives à la sécurité**

**7.2.1** L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

#### **7.3 Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### **7.3.1 Conditions générales**

[2005](#) (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

##### **7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée annexe E. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les semestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des semestres :

- premier semestre : du 1<sup>er</sup> décembre au 30 mai;
- deuxième semestre : du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

## **7.4 Durée de l'offre à commandes**

### **7.4.1 Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées de l'émission de l'offre à commandes au 30 novembre 2021.

### **7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes**

1. Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour trois périodes supplémentaires d'une durée d'une année chacune, soit du 1<sup>er</sup> décembre 2021 au 30 novembre 2022, du 1<sup>er</sup> décembre 2022 au 30 novembre 2023 et du 1<sup>er</sup> décembre 2023 au 30 novembre 2024, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.
2. L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

2.1 Tous les prix unitaires tel qu'il est indiqué dans l'offre à commandes ou modifié conformément aux conditions définies dans l'offre à commandes, sera révisé à la hausse ou à la baisse selon le taux de variation de l'indice des prix à la consommation publié par Statistique Canada pour le lieu d'affaire de l'offrant et calculé pour les douze mois qui précèdent l'avis de renouvellement de la période de prolongation.

### **7.4.3 Points de livraison**

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'article 3.3 de l'Annexe « A » de l'offre à commandes.

## **7.5 Responsables**

### **7.5.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Steve Simoneau

Titre : Spécialiste de l'approvisionnement, marine

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Adresse : 1550, avenue D'Estimauville, Québec, (Québec) G1J 0C7, Canada

Téléphone : 418- 649- 2816

Télécopieur : 418-648-2209

Courriel : [steve.simoneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:steve.simoneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.



### 7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : **(sera complété par le responsable de l'offre à commande)**

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### 7.5.3 Représentant de l'offrant

Le représentant de l'offrant pour l'offre à commandes est : **(sera complété par le responsable de l'offre à commande)**

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

### 7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### 7.7 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes sont :  
Garde côtière canadienne

### 7.8 Procédures pour les commandes

Sans objet

### 7.9 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :

- PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
- PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
- PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
- PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
- la description et le prix unitaire de chaque article;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

#### 7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser **250 000,00\$** (taxes applicables incluses).

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes excédant ce montant doivent être approuvées par le responsable de l'offre à commandes.

#### 7.11 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser **2 700 000,00\$** (*taxes applicables exclues*) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes.

L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée par l'autorité contractante.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 3 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

#### 7.12 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- e) les conditions générales 2030 (2018-06-21);
- f) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- g) l'Annexe « B », Base de paiement;

- i) l'Annexe « C », Exigences en matière d'assurance;  
j) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_ (**sera complété à l'émission de l'offre à commandes**).

### **7.13 Attestations et renseignements supplémentaires**

#### **7.13.1 Conformité**

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

#### **7.14 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (à compléter par l'offrant) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

#### **7.15 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)**

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.1 Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.2 Clauses et conditions uniformisées**

#### **7.2.1 Conditions générales**

[2030](#) (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### **7.3 Durée du contrat**

#### **7.3.1 Période du contrat**

Les travaux doivent être réalisés durant la période indiquée dans la commande subséquente de l'offre à commande.

#### **7.3.2 Date de livraison**

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

#### **7.3.3 Délai de livraison**

L'Offrant devra livrer les articles demandés dans un délai de huit (8) semaines suivant la commande subséquente approuvée.

### **7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires**

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### **7.5 Paiement**

#### **7.5.1 Base de paiement**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe 'B'. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

#### **7.5.2 Limitation des dépenses**

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme indiquée dans la commande subséquente. Les droits de douane inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de

conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
- b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

#### **7.5.4 Modalité de paiement – Paiement unique**

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

#### **7.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente**

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ; \_\_\_\_\_
- b. Carte d'achat MasterCard ; \_\_\_\_\_
- c. Dépôt direct (national et international) ; \_\_\_\_\_

#### **7.6 Instructions pour la facturation**

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Un rapport de réparation devra être fourni avec chaque facture. Le rapport devra contenir les renseignements suivants:

- a. Le nom du navire ainsi que la date à laquelle les inspections ont été effectuées.
- b. Un descriptif complet de chaque système inspecté, ainsi que les détails des correctifs apportés s'il y a lieu;
- c. Le nom de la personne qui a effectué l'appel et son numéro de téléphone.

- d. La date et l'heure du début et de la fin des travaux ainsi que le nombre d'heure pour chacune des journées de travail.
- e. La liste du matériel remplacé, réparé ou installées.
- f. Un certificat version papier et version électronique pour chaque système inspecté.
- g. Le nom (en lettres moulées) et la signature du responsable sur le navire qui atteste que l'inspection a été faite de manière satisfaisante.
- h. La ventilation des frais de main-d'œuvre et de matériel, s'il y a des suppléments.

Deux exemplaires du rapport seront requis et devront être soumis à l'utilisateur désigné.

**Les factures doivent être distribuées comme suit :**

- a) **Les factures originales électroniques doivent être envoyées au nom de(s) la(les) ressource(s) responsable(s) indiquée(s) sur le formulaire de la commande subséquente.**
- b) **Une copie électronique de la facture doit être envoyée à:**  
[Steve.Simoneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:Steve.Simoneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

**7.7 Exigences en matière d'assurance**

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

**7.8 Instructions d'expédition – livraison à destination**

Les biens doivent être expédiés aux points de destination précisés à l'article 3.3 *Exigences de livraison* de l'Annexe A et livrés :

Rendu droits acquittés (DDP), selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

**7.9 Clauses du Guide des CCUA**

Clause du Guide des CCUA C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes  
Clause du Guide des CCUA B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires  
Clause du Guide des CCUA B1006C (2014-06-26), Condition du matériel - contrat  
Clause du Guide des CCUA B1501C (2018-06-21), Appareillage électrique  
Clause du Guide des CCUA D9002C (2007-11-30), Ensembles incomplets

---

## ANNEXE « A » - ÉNONCÉ DES BESOINS

### Services techniques intégrés



Sécurité d'abord, Service constant



# Radiogoniomètre Automatique Maritime

## Énoncé des Besoins

## Table des Matières – Énoncé des besoins

<b>LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>2</b>
<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>2</b>
1. BUT.....	3
2. PORTÉE .....	3
3. LIVRABLES.....	3
3.1 RADIOGONIOMÈTRE AUTOMATIQUE MARITIME.....	3
3.2 QUANTITÉ/OPTION/CALENDRIER.....	3
3.3 EXIGENCES DE LIVRAISON.....	4
3.4 PRÉSERVATION, EMPAQUETAGE, EMBALLAGE ET MARQUAGE.....	4
3.5 INSPECTION ET ACCEPTATION DU MATÉRIEL .....	5
4. SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ (SLI) .....	5
4.1 DOCUMENTATION .....	5
4.2 PIÈCES DE RECHANGE, OUTILS SPÉCIAUX, INSTRUMENT D’ESSAI.....	5
4.3 MODIFICATIONS.....	5
5. EXIGENCES .....	6
5.1 EXIGENCES OPÉRATIONNELLES .....	6
5.2 EXIGENCES TECHNIQUES .....	6
5.3 EXIGENCES PHYSIQUES.....	7
5.4 EXIGENCES RELATIVES AUX NORMES.....	7



## LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

GCC	Garde Côtière Canadienne
E&I	Électronique et Informatique
OPI	Bureau Principal Intérêt
TA	Autorité technique
COTS	Commercial-Off-The-Shelf (Disponible sur le marché)
TSOR	Technical Specification of Operational Requirements (Énoncé des besoins Techniques)
STI	Services Techniques Intégrés
NMEA	National Marine Electronics Association
Vcc	Voltage Courant Continue

## AVANT-PROPOS

La Garde Côtière Canadienne (GCC), un organisme de service spécial de Pêches et Océans Canada, possède et exploite la flotte de navire civile du gouvernement fédéral. En vertu de la Loi sur les océans, le ministère des Pêches et des Océans doit fournir les services suivants :

1. Aides à la navigation
2. Services de communication et de gestion du trafic maritimes
3. Services de brise-glace et de surveillance des glaces
4. Entretien des chenaux de navigation
5. Recherche et sauvetage maritimes
6. Intervention environnemental en cas de pollution marine
7. Appui aux autres ministères, conseils et organismes, en fournissant des services de navires et d'aéronefs ainsi que d'autres services.

Selon l'article 16 du règlement sur les stations radios de navires (ÉBO/2000-260), tous les navires de recherche et sauvetage du gouvernement doivent être dotés de radiogoniomètre VHF. Un radiogoniomètre peut être un excellent outil pour aider aux opérations maritimes de recherche et sauvetage. Pour soutenir la gestion du cycle de vie du matériel pour cette technologie, la GCC a besoin d'un seul radiogoniomètre automatique, à bord de chacun de ces navires, qui soit précis, fiable, robuste et facile à utiliser.

## 1. But

Le présent document a pour objectif de détailler les produits livrables et les activités associées à l'achat de Radiogoniomètre Automatique Marin (COTS) à remplacer sur tous les navires de la GCC.

Ce document doit être utilisé conjointement avec l'énoncé technique des besoins ci-joint au cours du processus d'approvisionnement.

## 2. Portée

Le présent document explique les exigences de la GCC pour le remplacement des Radiogoniomètres Automatiques Marins qui sont actuellement en service à bord de tous les navires de la GCC. Les exigences relatives au matériel sont réparties parmi les trois régions administratives, deux des régions étant subdivisées en deux secteurs, et le collège de la GCC.

Les trois régions administratives sont :

- De l'Ouest
- Centre & Arctique
  - Secteur St-Laurent
  - Secteur Grands-Lacs
- Atlantique
  - Secteur Nord
  - Secteur Sud

## 3. Livrables

### 3.1 RADIOGONIOMÈTRE AUTOMATIQUE MARITIME

L'offrant devra livrer le(les) radiogoniomètre(s) automatique(s) maritime(s) conformément au Devis prescrit. Le matériel devra comprendre tous les équipements, modules et sous-assemblages requis pour répondre au Devis, ainsi que l'ensemble des données/signaux et câbles d'alimentation nécessaires. Les radiogoniomètres automatiques maritimes devront être munies de tout le matériel et de tous les logiciels nécessaires pour former un tout complètement fonctionnel, conformément au Devis.

### 3.2 QUANTITÉ/OPTION/CALENDRIER

La livraison devra se faire conformément au tableau de la section 3.3 de ce document. Ce tableau décrit les exigences de la GCC pour les prochaines années sans toutefois constituer une entente ferme. Le nombre réel de radiogoniomètre automatique maritime acheté sera en fonction des contraintes budgétaires de la GCC.

### 3.3 EXIGENCES DE LIVRAISON

L'offrant devra livrer les quantités précisées de radiogoniomètres automatiques maritimes et tous les livrables, (aux frais de l'offrant), aux destinataires suivants :

<b>Région de l'Ouest</b>	<b>Région du Centre &amp; Arctique Secteur Grands-Lacs</b>
Garde Côtière Canadienne 21, Huron St. Victoria, BC V8V 9V4	Garde côtière canadienne 1355, rue de la Confédération, Unité 8 Sarnia, Ontario N7S 4T2
Quantité estimée requise : 38	Quantité estimée requise : 27
<b>Région du Centre &amp; Arctique Secteur St-Laurent</b>	<b>Région de l'Atlantique Secteur Sud</b>
Canadian Coast Guard 101, Champlain Boulevard Québec, QC G1K 7Y7	Garde Côtière Canadienne – 05C Wharehouse Door #1 13 Akerley Blvd Dartmouth, NS, B3B 1J6 ATTN: E&I Engineering
Quantité estimée requise : 25	Quantité estimée requise : 31
<b>Région de l'Atlantique Secteur Nord</b>	<b>Collège de la Garde côtière canadienne</b>
Garde côtière canadienne A/S Magasins techniques 280 Southside Road St. John's, T-N A1C 5X1	Garde Côtière Canadienne – 05C Wharehouse Door #1 13 Akerley Blvd Dartmouth, NS, B3B 1J6 ATTN: E&I Engineering
Quantité estimée requise : 22	Quantité estimée requise : 7

### 3.4 PRÉSERVATION, EMPAQUETAGE, EMBALLAGE ET MARQUAGE

L'offrant devra emballer tous les radiogoniomètres automatiques maritimes, sous-systèmes, modules ou autres composantes de système et y apposer l'étiquetage et l'identification appropriée des pièces à l'extérieur de l'emballage.

La préservation, l'emballage et le marquage devront aussi être conformes aux pratiques standards de l'offrant afin d'assurer une livraison sécuritaire à destination.

Un rapport détaillé de tous les items acquis et de leur destination devra être fourni sous forme d'une liste comprenant tous les renseignements pertinents à des fins d'inventaire. Les renseignements sur le matériel devront comprendre, sans toutefois s'y limiter : le modèle et le numéro de série ainsi que leurs numéros des versions logicielles et de microprogrammes et codes d'option, au besoin. Une copie de ce rapport détaillé devra accompagner l'expédition et être en plus postée à la même adresse que le matériel expédié.

### 3.5 INSPECTION ET ACCEPTATION DU MATÉRIEL

L'inspection et l'acceptation seront effectuées par le destinataire. La GCC se réserve le droit d'exiger des mesures correctives ou de refuser tout matériel qui n'est pas conforme aux exigences du contrat. L'offrant devra présenter un "*Certificat de conformité*" avec chaque expédition. Le *Certificat de conformité* devra préciser chaque item des radiogoniomètres automatiques maritimes livrés, par numéro de série, certifiant que chacun répond aux exigences du contrat. Les biens seront jugés acceptés après 15 jours suivant la réception par le destinataire, sauf si l'entrepreneur est informé autrement par la GCC.

## 4.0 Soutien Logistique Intégré (SLI)

### 4.1 DOCUMENTATION

L'offrant devra fournir la documentation générique, les manuels et dessins techniques pour l'installation, l'entretien et l'opération des radiogoniomètres automatiques maritimes et des périphériques en une trousse de documentation. Cette trousse devra être présentée en copie papier et électronique.

Une trousse complète de la documentation devra accompagner chaque radiogoniomètre automatique maritime.

L'offrant devra confirmer, pour tous les manuels fournis avec le matériel, que la GCC détient les droits de reproduction et de traduction des manuels en français. Dans l'éventualité où les versions françaises des documents soient disponibles, leurs coûts devront apparaître dans la proposition.

### 4.2 PIÈCES DE RECHANGE, OUTILS SPÉCIAUX, INSTRUMENT D'ESSAI

Des renseignements techniques devront être fournis pour tous les instruments d'essai, câbles, logiciels et autre matériel recommandé pour l'ajustement, les mesures de performance, l'installation et le dépannage du système.

L'offrant devra fournir une liste des pièces de rechange recommandées pour chaque navire équipé ainsi que les pièces de rechange recommandées pour un atelier principal terrestre. Ces listes devront comprendre les numéros de pièce du fournisseur et du manufacturier, leur nombre, description et prix. Un prix séparé devra être précisé pour chacune de pièces pour permettre à la GCC de choisir des items précis à partir de la liste.

### 4.3 MODIFICATIONS

Si la production et distribution du modèle de radiogoniomètre automatique qui sera sélectionné par ce processus est pour être arrêté, l'offrant devra en informer la GCC, au minimum 12 mois avant le fin de la production afin de permettre à la GCC de se munir de pièces de rechanges supplémentaires.

L'offrant devra informer la GCC de toutes modifications apportées au matériel pour une période de 5 ans à compter de la date d'achat. Les avis de modifications doivent être sous forme d'un bulletin technique ou tout autre format satisfaisant de documentation de la compagnie. Les avis doivent inclure les descriptions techniques complètes, les diagrammes schématiques et doivent être publiés pour modification à la documentation, à la quincaillerie, au logiciel ou pièces de substitution visant à corriger un problème ou améliorer la performance. Cette information est requise afin que la GCC puisse exercer l'option de se procurer les ensembles de modification et modifier la documentation aux fins de contrôle de la configuration et améliorations pendant la durée de vie prévue de l'équipement radiogoniométrique automatique maritime.

Tous les avis devront être expédiés à:

Garde côtière canadienne  
STI – Services d'ingénierie : Électronique des navires  
200, rue Kent  
Ottawa, ON  
K1A 0E6

## 5.0 Exigences obligatoires

### 5.1 EXIGENCES OPÉRATIONNELLES

- M1 Le radiogoniomètre doit pouvoir donner une indication visuelle automatique, à l'aide d'un vecteur, la direction pour un signal reçu dans un rayon de 360° autour du navire.
- M2 Le radiogoniomètre doit pouvoir donner une indication numérique automatique de la direction pour un signal reçu dans un rayon de 360° autour du navire.
- M3 Le radiogoniomètre doit pouvoir indiquer le relèvement par rapport à l'étrave du navire et le relèvement réel lorsqu'il reçoit les données de cap d'un compas.
- M4 Le radiogoniomètre doit pouvoir indiquer le relèvement avec une précision de  $\pm 5^\circ$
- M5 Le radiogoniomètre doit pouvoir assurer une veille audio. Peu importe la méthode de radiogoniométrie utilisée, qui peut être mise en sourdine par un simple moyen
- M6 Le radiogoniomètre doit avoir une sortie pour raccorder un haut-parleur externe, entre 4 à 8 ohms.
- M7 Le radiogoniomètre doit être doté d'une sortie audio niveau de ligne
- M8 Le radiogoniomètre doit présenter un affichage qui indique la fréquence de la porteuse du signal à laquelle l'équipement doit être syntonisé et dont la résolution doit être au minimum de 1 kHz
- M9 Le radiogoniomètre doit avoir un affichage qui peut être lu à la lumière du jour et dont l'intensité peut facilement être diminuée afin de ne pas nuire à la vision de nuit
- M10 Le radiogoniomètre doit pouvoir faire un balayage des principales fréquences d'urgences (Cospas-Sarsat, 121,500 et 156.800 MHz) plus au minimum une autre fréquence sélectionnable par l'utilisateur dans les plages de fréquences exigées.
- M11 L'unité d'affichage du radiogoniomètre doit pouvoir fonctionner dans une plage de température ambiante entre -20° et + 60° Celsius
- M12 Le dispositif d'antenne du radiogoniomètre doit pouvoir fonctionner dans une plage de température ambiante entre -40° et +60° Celsius

### 5.2 EXIGENCES TECHNIQUES

- M13 Le radiogoniomètre doit pouvoir recevoir des signaux modulés en amplitude à une fréquence de 121,5 MHz

- M14 Le radiogoniomètre doit fonctionner dans toute la bande de fréquence d'aviation VHF, entre 118 et 136,975 MHz
- M15 Le radiogoniomètre doit pouvoir recevoir des fréquences ou des signaux modulés en phase dans la bande VHF maritime comprise entre 154 MHz et 163 MHz
- M16 Le radiogoniomètre doit pouvoir recevoir des signaux modulés en amplitude à une fréquence de 243 MHz
- M17 Le radiogoniomètre doit pouvoir recevoir des signaux Cospas-Sarsat dans la gamme de fréquence situé entre 406,022 et 406,076 MHz
- M18 Le radiogoniomètre doit pouvoir fonctionner à une tension nominale de 12 ou de 24 Vcc  $\pm 10\%$
- M19 Le radiogoniomètre doit pouvoir effectuer toutes les exigences obligatoires avec une seule antenne.

### 5.3 EXIGENCES PHYSIQUES

- M20 L'unité d'affichage du radiogoniomètre ne devra pas excéder les dimensions suivantes 280 X 260 X 140 mm (profondeur x largeur x hauteur)
- M21 Les dimensions du dispositif d'antenne, excluant le support, ne devront pas excéder 350 x 350 x 1000 mm (longueur x largeur x hauteur)

### 5.4 EXIGENCES RELATIVES AUX NORMES

- M22 Tout l'équipement du radiogoniomètre destiné à être installé à l'extérieur, unité d'affichage, doit être conforme à la norme IEC 60950-22 :2006 ou l'équivalent
- M23 Tout l'équipement du radiogoniomètre destiné à être installé à l'extérieur, dispositif d'antenne, doit être conforme à la norme IEC 60529 :1991+, ou l'équivalent, et avoir un indice de protection minimale de IP67 ou équivalent
- M24 Tout l'équipement du radiogoniomètre doit être conforme à la norme IEC 60945 :2002 ou l'équivalent
- M25 Tout l'équipement du radiogoniomètre doit être conforme à la norme IEC 60950-1 :2006 ou l'équivalent
- M26 Le radiogoniomètre doit être doté, au minimum, d'un port d'entrée et d'un port de sortie de données série aux fins d'intégration avec d'autres systèmes de navigations utilisés par la GCC. Tous port de données série, d'entrée ou de sortie, doivent être conformes à au moins une des normes suivantes :

- M 26.1 IEC 61162-1 ou équivalent
- M 26.2 IEC 61162-3 ou équivalent
- M 26.3 Version 3.01 de NMEA 0183 ou équivalent
- M 26.4 Version 2.00 de NMEA 2000 ou équivalent

## ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT

**\*\*\*\*Ne pas remplir cette annexe. Elle sera remplie à l'émission de l'offre à commande\*\*\*\***

Sauf indication contraire, énoncée par le Canada dans les présentes, tous les prix indiqués sont des prix nets, en dollars canadiens, comprenant les droits de douane canadiens, excluant les taxes applicables. Tous les prix seront fermes pour la durée de l'offre à commande, aucune surcharge ne sera acceptée. Pour les années optionnelles prévues, les conditions qui s'appliquent sont celles énoncées dans l'offre à commandes originale, sauf que :

Tous les prix unitaires, tel qu'il est indiqué dans l'offre à commande ou modifié conformément aux conditions définies dans l'offre à commandes seront révisés à la hausse ou à la baisse selon le taux de variation de l'indice des prix à la consommation publié par Statistique Canada pour le lieu d'affaire de l'offrant et calculé pour les douze mois qui précèdent la date d'entrée en vigueur de la période de prolongation.

ITEM	DESCRIPTION	PRIX UNITAIRE (CAD)
1	<b>Radiogoniomètre automatique maritime</b> conformément à l'article 3.1 de l'Annexe A et de tous les critères obligatoires de l'énoncé des besoins.	_____ \$
2	<b>Livraison Rendu droits acquittés (DDP)</b> , incluant les droits de douane, la manutention et la livraison aux destinataires suivants :	
	3.3.A - Région de l'Ouest	_____ \$
	3.3.B - Région du Centre & Arctique, Secteur Grands Lacs	_____ \$
	3.3.C - Région du Centre & Arctique, Secteur St-Laurent	_____ \$
	3.3.D - Région de l'Atlantique, Secteur Sud	_____ \$
	3.3.E - Région de l'Atlantique, Secteur Nord	_____ \$
	3.3.F - Collège de la Garde côtière canadienne	_____ \$
3	<b>MATÉRIEL ET PIÈCES DE RECHANGE</b> L'offrant devra facturer chaque item au prix coûtant plus un pourcentage de majoration pour couvrir les frais et le profit. Le pourcentage de majoration a été établi à 10% mais l'offrant peut offrir un escompte au Canada. L'escompte sera valide pour la durée du contrat. S'il offre un escompte, il doit compléter le tableau ci-dessous.	
	Matériel et pièces de rechange - escompte	
	Majoration de 10 % OU;	
	Escompte de _____%	Sera inséré lors de l'octroi _____ %
	Exemple : Escompte de 2% = Majoration de 8% (10% - 2%)	

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
F3063-190103/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F3063-190103

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
QCV-9-42119

Id de l'acheteur - Buyer ID  
QCV007  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **ANNEXE « C » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES**

### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ( ) Carte d'achat VISA ;
- ( ) Carte d'achat MasterCard ;
- ( ) Dépôt direct (national et international) ;



N° de l'invitation - Sollicitation No.  
F3063-190103/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F3063-190103

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
QCV-9-42119

Id de l'acheteur - Buyer ID  
QCV007  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## ANNEXE D - MODÈLE DE RAPPORT SEMESTRIEL

**#Offre :** F3063-190103/001/QCV

**Offrant :** \_\_\_\_\_

**Période du rapport :** \_\_\_\_\_  
(exemple: du 1<sup>er</sup> décembre 2019 au 30 mai 2020)

No de commande de GCC	Date de la commande	Nom du navire	Nom de l'autorité technique	Quantité	Montant total de la commande (taxes incluses)
					\$
					\$
					\$
...	...	...			...

**Signature :** \_\_\_\_\_ **Date (AAAA-MM-JJ) :** \_\_\_\_\_

## Annexe E – Évaluation financière

Sauf indication contraire, énoncée par le Canada dans les présentes, tous les prix indiqués sont des prix nets, en dollars canadiens, comprenant les droits de douane canadiens, excluant les taxes applicables. Tous les prix seront fermes pour la durée de l'offre à commande, aucune surcharge ne sera acceptée. Pour les années optionnelles prévues, les conditions qui s'appliquent sont celles énoncées dans l'offre à commandes originale, sauf que :

Tous les prix unitaires, tel qu'il est indiqué dans l'offre à commande ou modifié conformément aux conditions définies dans l'offre à commandes seront révisés à la hausse ou à la baisse selon le taux de variation de l'indice des prix à la consommation publié par Statistique Canada pour le lieu d'affaire de l'offrant et calculé pour les douze mois qui précèdent la date d'entrée en vigueur de la période de prolongation.

ITEM	DESCRIPTION	Nombre d'article par livraison	QUANTITÉ ESTIMÉE (pour évaluation seulement)	PRIX UNITAIRE (CAD)	PRIX TOTAL (CAD)
1.	Radiogoniomètre automatique maritime conformément à l'article 3.1 de l'Annexe A et de tous les critères obligatoires de l'énoncé des besoins.		150	_____ \$	_____ \$
2.	Livraison Rendu droits acquittés (DDP), incluant les droits de douane, la manutention et la livraison aux destinataires suivants **:				
	3.3.A - Région de l'Ouest	1 à 5	8	_____ \$	_____ \$
	3.3.B - Région du Centre & Arctique, Secteur Grands Lacs	1 à 5	6	_____ \$	_____ \$
	3.3.C - Région du Centre & Arctique, Secteur St-Laurent	1 à 5	5	_____ \$	_____ \$
	3.3.D - Région de l'Atlantique, Secteur Sud	1 à 5	6	_____ \$	_____ \$
	3.3.E - Région de l'Atlantique, Secteur Nord	1 à 5	5	_____ \$	_____ \$
	3.3.F - Collège de la Garde côtière canadienne	1 à 5	3	_____ \$	_____ \$
	**Pour la livraison, les quantités proposées sont estimatives. Pour les besoins de la soumission, fournir un prix pour la livraison d'une commande variant entre 1 à 5 radiogoniomètres maritimes par commande.				

### 3. Matériel et pièces de rechange

La majoration pour le matériel et les pièces de rechange sera calculé comme suit :

Exemple à un taux de majoration de 10% avec aucun escompte :

$$(A \times (10\% - B) + A = (250\,000,00\$ \times (10\% - 0\%)) + 250\,000.00\$ = 275\,000.00\$$$

Exemple à un taux de majoration de 10% avec escompte de 2% :

$$(A \times (10\% - B) + A = (250\,000,00\$ \times (10\% - 2\%)) + 250\,000.00\$ = 270\,000.00\$$$

Estimation pour l'achat de matériel et pièces de rechanges pour les 5 années de l'offre à commandes (approximativement 5%) pour évaluation seulement		Majoration de l'Offrant B : Escompte de _____ %
A : (5 000 000,00\$ * 5%) = 250 000.00\$		(A X (10% - B)) + A =
3.	Calcul de la majoration de l'offrant (A X (10% - B)) + A =	_____ \$

4.	Montant total d'évaluation estimé de l'offre à commandes (1 + 2 + 3), CAD, taxes applicables exclues	_____ \$
----	--	----------

---

## **ANNEXE F – ÉVALUATION TECHNIQUE – TABLEAU DE CONFORMITÉ DES CRITÈRES OBLIGATOIRES**

Tous les critères obligatoires doivent être rencontrés pour que l'offre soit considérée. Le tableau suivant sera utilisé afin de valider les informations du fournisseur face aux critères techniques obligatoires. Il est de la responsabilité de l'offrant de présenter la documentation nécessaire permettant de démontrer qu'il rencontre les exigences demandées.

L'offrant doit inclure avec sa proposition les fiches techniques du produit proposé démontrant les critères obligatoires demandés.

**IMPORTANT** : L'offrant doit indiquer, pour chacun des critères obligatoires, si le produit proposé s'y conforme ou non, en cochant la case appropriée. L'offrant doit clairement démontrer comment le produit proposé rencontre chacun des critères. Lorsqu'il faut se référer à d'autres documents accompagnant la proposition, l'offrant devrait indiquer l'endroit exact où se trouvent les documents de référence, en précisant le titre des documents, ainsi que les numéros de page et d'alinéa. Il est impératif que l'offrant donne une réponse pour chacun des critères. L'offrant doit donner suffisamment de détails pour permettre une évaluation complète.

**Voir pages suivantes**

**TABLEAU 1 : EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES À FOURNIR AU DÉPÔT DES SOUMISSIONS**

Art.	Critères techniques obligatoires	Modèle proposé : _____		
		Conforme	Non-conforme	Référence technique
<b>4.0</b>	<b>Soutien Logistique intégré</b>			
	L'offrant s'engage à fournir la documentation demandée aux articles 4.1 et 4.2 de l'Annexe A.			
<b>5.1</b>	<b>Exigences opérationnelles</b>			
M1	Doit pouvoir donner une indication visuelle automatique, à l'aide d'un vecteur, la direction pour un signal reçu dans un rayon de 360° autour du navire.			
M2	Doit pouvoir donner une indication numérique automatique de la direction pour un signal reçu dans un rayon de 360° autour du navire.			
M11	L'unité d'affichage du radiogoniomètre doit pouvoir fonctionner dans une plage de température ambiante entre -20° et + 60° Celsius			
M12	Le dispositif d'antenne du radiogoniomètre doit pouvoir fonctionner dans une plage de température ambiante entre -40° et +60° Celsius			
<b>5.2</b>	<b>Exigences techniques</b>			
M13	Doit pouvoir recevoir des signaux modulés en amplitude à une fréquence de 121,5 MHz			
M15	Doit pouvoir recevoir des fréquences ou des signaux modulés en phase dans la bande VHF maritime comprise entre 154 MHz et 163 MHz			
M17	Doit pouvoir recevoir des signaux Cospas-Sarsat dans la gamme de fréquence situés entre 406,022 et 406,076 MHz			
M19	Doit pouvoir effectuer toutes les exigences obligatoires avec une seule antenne.			
<b>5.4</b>	<b>Exigences relatives aux normes</b>			
M23	Tout l'équipement du radiogoniomètre destiné à être installé à l'extérieur, dispositif d'antenne, doit être conforme à la norme IEC 60529 :1991+, ou l'équivalent, et avoir un indice de protection minimale de IP67 ou équivalent			

TABLEAU 2 : EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES À FOURNIR SUR DEMANDE SEULEMENT

Marque proposée : _____		Modèle proposé : _____		
Art.	Critères techniques obligatoires	Conforme	Non-conforme	Référence technique
<b>5.1</b>	<b>Exigences opérationnelles</b>			
M3	Doit pouvoir indiquer le relèvement par rapport à l'étrave du navire et le relèvement réel lorsqu'il reçoit les données de cap d'un compas.			
M4	Doit pouvoir indiquer le relèvement avec une précision de $\pm 5^\circ$			
M5	Doit pouvoir assurer une veille audio. Peu importe la méthode de radiogoniométrie utilisée, qui peut être mise en sourdine par un simple moyen			
M6	Doit avoir une sortie pour raccorder un haut-parleur externe, entre 4 à 8 ohms.			
M7	Doit être doté d'une sortie audio niveau de ligne			
M8	Doit présenter un affichage qui indique la fréquence de la porteuse du signal à laquelle l'équipement doit être syntonisé et dont la résolution doit être au minimum de 1 kHz			
M9	Doit avoir un affichage qui peut être lu à la lumière du jour et dont l'intensité peut facilement être diminuée afin de ne pas nuire à la vision de nuit			
M10	Doit pouvoir faire un balayage des principales fréquences d'urgences (Cospas-Sarsat, 121,500 et 156.800 MHz) plus au minimum une autre fréquence sélectionnable par l'utilisateur dans les plages de fréquences exigées.			
<b>5.2</b>	<b>Exigences techniques</b>			
M14	Doit fonctionner dans toute la bande de fréquence d'aviation VHF, entre 118 et 136,975 MHz			
M16	Doit pouvoir recevoir des signaux modulés en amplitude à une fréquence de 243 MHz			

M18	Doit pouvoir fonctionner à une tension nominale de 12 ou de 24 Vcc ±10%				
5.3	Exigences physiques				
M20	L'unité d'affichage du radiogoniomètre ne devra pas excéder les dimensions suivantes 280 X 260 X 140 mm (profondeur x largeur x hauteur)				
M21	Les dimensions du dispositif d'antenne, excluant le support, ne devront pas excéder 350 x 350 x 1000 mm (longueur x largeur x hauteur)				
5.4	Exigences relatives aux normes				
M22	Tout l'équipement du radiogoniomètre destiné à être installé à l'extérieur, unité d'affichage, doit être conforme à la norme IEC 60950-22 :2006 ou l'équivalent				
M24	Doit être conforme à la norme IEC 60945 :2002 ou l'équivalent				
M25	Doit être conforme à la norme IEC 60950-1 :2006 ou l'équivalent				
M26	Doit être doté, au minimum, d'un port d'entrée et d'un port de sortie de données série aux fin d'intégration avec d'autres systèmes de navigations utilisés par la GCC. Tous port de données série, d'entrée ou de sortie, doivent être conformes à au moins une des normes suivantes :  IEC 61162-1 ou équivalent IEC 61162-3 ou équivalent Version 3.01 de NMEA 0183 ou équivalent Version 2.00 de NMEA 2000 ou équivalent				